

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/ADP/W/172

G/SCM/W/179

24 novembre 1995

(95-3721)

**Comité des pratiques antidumping
Comité des subventions et des
mesures compensatoires**

Original: anglais

QUESTIONS CONCERNANT LES NOTIFICATIONS DE LOIS ET REGLEMENTATIONS PRESENTEES PAR LA ROUMANIE¹ AU TITRE DE L'ARTICLE 18.5 ET DE L'ARTICLE 32.6 DES ACCORDS

La Mission permanente de la Corée a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 14 novembre 1995.

1. Questions générales

- a) Dans les cas où il n'y a pas de dispositions pertinentes dans la législation nationale, l'Accord de l'OMC s'applique-t-il?
 - b) Si les dispositions de la législation nationale en vigueur ne sont pas conformes à l'Accord de l'OMC, les dispositions de ce dernier s'appliquent-elles?
2. Comment l'Accord antidumping a-t-il été transposé dans la législation nationale roumaine?

Toute loi ou autre texte en vertu duquel cette transposition a été effectuée devrait être communiqué. Si cela n'a pas encore été fait, quand la Roumanie s'acquittera-t-elle de l'obligation internationale qui lui incombe de mettre sa législation en conformité avec ledit accord?

Si les dispositions de la loi en vigueur ne sont pas conformes aux dispositions pertinentes dudit accord, les dispositions de ce dernier s'appliquent-elles?

3. Valeur normale

Lorsqu'aucune vente du produit similaire n'a lieu au cours d'opérations commerciales normales et que, par conséquent, la marge de dumping est déterminée par comparaison avec le prix de produits similaires exportés vers un pays tiers, l'Accord exige que la comparaison soit faite avec un prix comparable, tandis que l'article pertinent du Décret n° 228 dispose que la Commission peut utiliser le prix le plus élevé.

¹G/ADP/N/1/ROM/1-G/SCM/N/1/ROM/1.

L'utilisation du prix le plus élevé pour déterminer la marge de dumping n'est pas conforme à l'Accord.

4. Principes comptables généralement acceptés

L'article 2 de l'Arrêté commun n° 128 dispose que: "... tous les coûts sont calculés sur la base des données comptables disponibles ...".

Cela a-t-il le même sens que les principes comptables généralement acceptés du pays exportateur mentionnés à l'article 2.2.1.1 de l'Accord?

5. Ajustement

L'article 2 de l'Arrêté commun n° 128 dispose que: "Il n'est pas donné suite aux demandes en vue d'ajustements qui sont négligeables par rapport au prix ... des transactions visées.". Normalement, les ajustements ayant un effet inférieur à 0,5 pour cent du prix d'un produit sont considérés comme négligeables.

En vertu de quel article de l'Accord cela est-il autorisé?

6. Détermination de l'existence d'un dommage

L'article 3.7 de l'Accord dispose que: "En déterminant s'il y a menace de dommage important, les autorités devraient examiner ... des facteurs tels que: i) taux d'accroissement notable des importations faisant l'objet d'un dumping ... ii) capacité ... de l'exportateur ... iii) importations entrant à des prix qui ... accroîtraient probablement la demande de nouvelles importations; et iv) stocks ...".

L'Accord prévoit que quatre conditions doivent être prises en compte, tandis que le Règlement roumain mentionne le taux d'accroissement et la capacité d'exportation du pays d'exportation. Ce Règlement n'exige pas que les deux autres conditions prévues par l'Accord soient prises en compte:

- a) importations entrant à des prix qui ... accroîtraient probablement la demande de nouvelles importations; et
- b) stocks.

Le Règlement doit prendre en compte les dispositions pertinentes de l'Accord.

7. Durée de l'enquête

Aucune disposition ne prévoit qu'une enquête ne peut pas durer plus de 18 mois.

Le Règlement doit prendre en compte les dispositions pertinentes de l'Accord.

8. Engagements

L'article 8.2 de l'Accord dispose que les autorités chargées de l'enquête doivent établir une détermination préliminaire positive avant qu'il y ait un engagement. Comment la Roumanie fait-elle en sorte que sa pratique soit conforme à l'Accord?

9. Mesures provisoires

Comment la Roumanie fait-elle en sorte que sa pratique soit conforme à l'article 7.3 de l'Accord, qui dispose qu'il ne sera pas appliqué de mesures provisoires avant 60 jours à compter de la date d'ouverture de l'enquête?